

Victoire historique !

La population neuchâteloise a accepté le « *Contre-projet* » du Grand Conseil sur l'initiative du POP « *Frein au démantèlement social* ». Même si ce contre-projet ne va pas aussi loin que l'initiative du *Parti ouvrier et populaire*, il montre néanmoins un changement historique de paradigme par rapport à la gestion néo-libérale ambiante.

Pour rappel, en 2006, le *Parti ouvrier et populaire* lançait son initiative « Frein au démantèlement social ». Récoltant plus de 6400 signatures, cette initiative prévoyait une majorité qualifiée de 3/5 des députés pour toute diminution des subventions. Le traitement de cette initiative avait donné lieu alors à une politique de blocage de la part du Conseil d'Etat, dépassant de plus de 4 ans les délais légaux pour soumettre le texte au souverain. Le frein au démantèlement social devait entre autres permettre :

- a) une prise de décisions la plus large possible ;
- b) de limiter les reports de charges sur les communes et la population ;
- c) de réduire les inégalités sociales ;
- d) d'équilibrer les mécanismes de frein.

Les sociétés qui parviennent à juguler les crises économiques et financières sont celles qui ont mis en place des mécanismes leur permettant de maîtriser aussi bien leur dépense que de tendre vers une plus juste répartition de leur PIB.



En fin 2011, sous l'impulsion de l'initiative, la gauche du Grand Conseil avait dans la douleur rédigée un contre-projet, limitant la majorité qualifiée aux économies dites « importantes ».

Pour cette votation, le parti ouvrier et populaire appelait, seul contre tous, à voter aussi bien l'initiative que le contre-projet du Grand Conseil : la première a récolté plus de 25% des voix, le second 51%.

L'inscription dans une constitution de ce type de frein est une première au niveau suisse, voire européen. Certes, celui-ci ne va de loin pas tout résoudre. D'ailleurs, la loi d'application sera, selon toute vraisemblance, attaquée par la droite et le Conseil d'Etat. Toutefois, à l'heure où les cures d'austérité privilégiées par les milieux financiers précipitent dans la précarité des populations entières, à l'heure où les économies néolibérales font comme par le passée le lit de la « *bête immonde* », ce frein aux économies accepté par le peuple, quelques mois seulement après l'acceptation d'un salaire minimal, contrebalance dans une certaine mesure la mouvance actuelle et montre un peu plus encore la possibilité de tendre progressivement vers politique de progrès social.